

DE L'INTERPELLATION À LA CO-CONSTRUCTION

Lors des campagnes municipales de 2020, les EGM (États Généraux des Migrations), le Pacte pour la transition et l'ANVITA (Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants) ont interpellé les candidates aux élections afin qu'elles s'engagent notamment concernant un meilleur accueil des personnes exilées.

Le Pacte pour la transition est un projet porté par Collectif pour une Transition Citoyenne (CTC) qui propose aux citoyen.nes et aux élu.es locaux de s'engager, à travers 3 grands principes et 32 mesures concrètes, à œuvrer ensemble pour des communes plus écologiques, solidaires et démocratiques. Il proposait donc une liste de mesures avec différents niveaux d'engagement. La mesure 26 est de « Créer des dispositifs publics de premier accueil, à dimension humaine et en lien avec les acteurs associatifs, où pourraient se rendre librement les personnes étrangères à leur arrivée sur le territoire, quel que soit leur statut. ».

Les États Généraux des Migrations (EGM) sont organisés de manière horizontale. Ils travaillent à partir de groupes chantiers autonomes animés par des Assemblées locales et des Organisations Nationales dans le cadre de la mission qu'ils se définissent. Ils ont rédigé une charte des EGM au sein d'une campagne d'interpellation « Je m'engage pour une commune accueillante : En quoi ma commune est-elle concernée par les migrations ? ». Les candidates devaient alors remplir un bulletin d'engagement.

Fondée en 2018, l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA) est un réseau de collectivités territoriales et d'élu.es engagé.es en faveur de l'accueil inconditionnel des personnes.

Aujourd'hui, elle réunit environ 50 collectivités et 40 élu.es et parlementaires nationaux et européens, en créant un espace d'échange de pratiques et de mobilisation politique commune à différentes échelles.

Pendant et après les élections, les membres de l'ANVITA ont promu l'adhésion au réseau au sein de leur parti politique.

L'Organisation pour une Citoyenneté Universelle (O.C.U.) rassemble des organisations de solidarité internationale dont Emmaüs International, le CCFD-Terre Solidaire, le Red Sin Fronteras et le Mouvement Utopia. Elle promeut la liberté mondiale de circulation et d'installation des personnes ainsi que l'instauration d'une gouvernance alternative des migrations impliquant les personnes en exil, les autorités locales et société civile.

DE L'INTERPELLATION À LA CO-CONSTRUCTION

Nous avons alors défini trois objectifs :

PROMOUVOIR l'engagement des acteurs locaux pour l'accueil des exilé.es
FACILITER la coordination des différents acteurs à d'autres échelles
FAVORISER le lien et le dialogue entre acteurs locaux engagés à participer à la construction des politiques publiques

1 - Temps d'informations et de partage autour de notre dynamique et d'exemples de pratiques inspirantes en France et à l'étranger.

**1er
avril**

Réunion d'information
ouverte aux collectifs
Pacte et Assemblées
Locales EGM

**26
août**

Atelier aux Universités d'été des
Mouvements Sociaux à Nantes

2 - Mise en lien d'acteurs locaux

3 - Production d'outils pour les acteurs locaux

4 - Identification de 5 territoires pour expérimenter la participation de la société civile dans la construction de politiques publiques

- Tableau croisé de nos interpellations. Territoires identifiés :
- 1 Lyon, Metz, Saint-Denis, Strasbourg et Villeurbanne.
 - 2 Prise de contact pour proposer un état des lieux des besoins et attentes des territoires (en cours)
 - 3 Si intérêt, création de solutions pour ces 5 territoires, répliquables ailleurs (à venir)

PLUS D'INFORMATIONS

<https://pacte-transition.org>

<https://eg-migrations.org/>

<https://alliance-migrations.fr/>

<https://anvita.fr>

<https://o-c-u.org/>